

Société | Transition

Transition et politique : « je t'aime, moi non plus »

Les initiatives de Transition doivent-elles se mêler de politique pour faire changer le monde ? Ou au contraire rester neutres pour rassembler au-delà des clivages ? Mais la Transition est-elle vraiment neutre ? Et si c'était simplement une autre façon d'envisager l'action politique ?

Avec le soutien de la



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Alors que les sommets internationaux sur le climat s'enchaînent, laissant un goût de *trop peu* à toutes les personnes soucieuses des questions environnementales, **le mouvement de la Transition prend de l'ampleur à travers le monde**. Il propose des réponses concrètes et enthousiasmantes, à l'échelon local, aux défis d'une société en crise, où l'humain autant que la nature sont trop souvent sacrifiés sur l'autel du profit.

Chez nous, stimulées par le film documentaire *Demain*, les initiatives en Transition suscitent un engouement proche du phénomène de mode. **On peut s'en réjouir... sans toutefois se montrer naïf ni fermer les yeux sur certains dilemmes**. Dans le cadre de cette analyse, nous pousserons un peu plus loin notre réflexion sur les forces et les limites de ce mouvement, à travers le prisme de son positionnement politique.

Mais clarifions d'emblée un point : il ne s'agit pas ici de nier les énormes apports de la Transition. Par ses réalisations concrètes et son ancrage local, **elle constitue un antidote au sentiment d'impuissance et au catastrophisme**, trop répandus lorsqu'on s'attaque aux questions environnementales. Cependant, apprécier un mouvement, ses pratiques ou ses idées nous invite d'autant plus à prendre un certain recul et à nous interroger sur certains principes.

Éviter les conflits : oui, mais...

La Transition se fonde sur une confiance en la capacité d'agir des citoyens et des citoyennes. Le Réseau belge des initiatives de Transition¹ en fait quasi une profession de foi : « *En se rassemblant, les citoyens sont capables de proposer de nouvelles solutions innovantes, de les partager et de les améliorer collectivement. [...] Les Initiatives de Transition naissent par la volonté de quelques citoyens motivés qui veulent rendre leur villes, villages ou quartiers plus durables et plus conviviaux... sans attendre que l'initiative vienne d'en haut ! Des citoyens se mettent à travailler ensemble et unissent leurs forces, créativité et énergie pour lancer des actions et projets concrets qui engendrent un changement positif dans leur lieu de vie.*² »

Cette dynamique optimiste se construit avec une volonté d'éviter le conflit, dans l'espoir de rassembler le plus grand nombre. C'est pourquoi **le mouvement se veut apolitique et adopte une vision « résolument positive et inclusive »**, selon les termes de Christian Jonet et de Pablo Servigne. Cette option laisse « *la critique sociale aux organisations qui le font déjà très bien (partis, associations, syndicats,*

¹ Le Réseau Transition n'est pas une fédération d'initiatives. Il veut « *encourager, inspirer, mettre en lien et offrir du soutien aux Initiatives de Transition ainsi qu'en favoriser l'émergence* ». Cf. www.reseautransition.be

² <https://www.reseautransition.be/la-transition/>, consulté le 29.11.2017.

etc.). » Les initiatives en Transition, elles, « se contentent uniquement d'un rôle de "construction".³ »

Atouts

Ce positionnement stratégique ne manque pas d'arguments en sa faveur. Alors que les sondages d'opinion soulignent une perte de confiance des citoyens envers les structures institutionnalisées, la Transition échappe aux typologies classiques (partis politiques, syndicats, etc.) et aux critiques qui les accompagnent. La Transition se veut aussi un complément aux structures de type plus revendicatif. Bien qu'elle se fonde sur les limites du système et les réponses à y apporter, elle ne le critique pas frontalement. « *D'après moi, la transition est un complément à la culture de protestation et en est bien différente. C'est un autre type d'outil, conçu expressément pour échapper aux radars*⁴ », estime le fondateur du mouvement, Rob Hopkins. Ce qui ne signifie pas qu'une personne engagée dans une initiative en Transition (IT) ne puisse descendre dans la rue pour manifester... mais sous une autre casquette que celle de « transitionneur ».

Risques

Jonet et Servigne invitent toutefois à la vigilance. Il ne faudrait pas que cette position contribue à « l'entreprise générale de **dépolitisation de la société** » voire à « **anesthésier le débat démocratique** » car, « si les initiatives de Transition ne se définissent ni de gauche ni de droite, c'est bien le projet politique néolibéral qu'elles pourraient involontairement contribuer à renforcer par leur parti pris d'atténuation des conflits. » Et de citer le philosophe et économiste Cornélius Castoriadis lorsqu'il signalait que « le retrait des peuples de la sphère politique, la disparition du conflit politique et social **permet à l'oligarchie économique, politique et médiatique d'échapper à tout contrôle**⁵ ».

Jonet et Servigne estiment, par ailleurs, que « le choix fait par les initiatives de Transition de déconnecter les questions de résilience de celles d'égalité est [...] risqué. Si le prix à payer pour cette déconnexion est **l'affaiblissement des solidarités institutionnelles** (la Sécurité sociale et les services publics) au profit des seules solidarités interpersonnelles, ce qu'on aura perdu en chemin n'est rien moins qu'une partie des droits et des conquêtes sociales de la population.⁶ »

Cela dit, les deux auteurs insistent sur le fait « qu'à ce stade de leur développement, [les initiatives en Transition] n'apportent que des choses positives ». Ils invitent dès lors à les considérer comme « **un laboratoire social** »,

³ JONET Chr. Et SERVIGNE P., « Initiatives de Transition : la question politique », *Mouvements*, 3/2013 (n° 75), p. 70-76. <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-3-page-70.htm>, consulté le 17.02.2017.

⁴ HOPKINS R., cité dans <http://www.etopia.be/spip.php?article2954#nb18>.

⁵ *Ibidem*.

⁶ *Ibid.*

en prenant « *leurs bons côtés* » et « *en acceptant qu'elles se construisent sur certaines ambiguïtés.*⁷ »

Faire de la politique... sans le dire

Pour abonder en ce sens, soulignons que la Transition, en soi, constitue bel et bien un processus de type politique, dans une acception large du terme (gestion de la cité, organisation de la société). Ou plus exactement, « **une nouvelle manière de faire de la politique** », comme l'explique Olivier De Schutter, professeur à l'UCL.⁸ Il précise que les citoyens et citoyennes engagés au sein de la Transition « *ne sont pas des désaffiliés de la politique. Mais ils mesurent les limites des changements qu'ils peuvent amener par le bulletin de vote et par leurs achats de "consomm-acteurs" responsables. [...] Ils n'attendent plus. À l'échelle de leur quartier, de leur école ou de leur ville, ils innovent.* » Pour lui, ces initiatives citoyennes sont aussi une manière d'affirmer, « *à l'échelle micropolitique des pratiques culturelles et des rapports sociaux, **une exigence de démocratie et de participation** qui érige chacun et chacune, vraiment, en co-auteur(e) de son environnement.* »

En d'autres termes, l'engagement au sein de ces initiatives est en soi une **réappropriation de la politique par l'action directe.**

Une ambiguïté persistante

En outre, certaines prises de position sont également des décisions intrinsèquement politiques. Prenons l'exemple de **la monnaie citoyenne** le Val'heureux (Liège et environs), dont la charte **exclut, de facto, la participation des firmes multinationales et de la grande distribution.**⁹ Cette décision, justifiée par des principes éthiques mais aussi économiques, a indubitablement **un caractère politique** (même si on ne peut la qualifier ni de droite ni de gauche). On peut également mentionner les appels à signer des pétitions anti-TTIP/CETA lors de rencontres organisées par des initiatives en Transition (démarche clairement rejetée au sein d'autres initiatives... ce qui témoigne de la difficulté de trouver un positionnement commun et cohérent).

Plus largement, d'autres questions persistent, lorsqu'on s'interroge sur le rôle de la Transition comme moteur d'une société plus juste. Par exemple, comment les IT prennent-elles à bras-le-corps **la question cruciale des inégalités**, qui est au cœur des préoccupations environnementales, sociales et économiques dont la Transition se veut porteuse ?¹⁰

⁷ *Ibid.*

⁸ DE SCHUTTER O., « Une nouvelle manière de faire de la politique », www.lalibre.be, consulté le 06.02.2017.

⁹ http://valeur.be/?page_id=11, consulté le 04.12.2017.

¹⁰ Cf., entre autres, les théories développées par Thorstein Veblen sur la « consommation ostentatoire ».

Certes, les IT se veulent ouvertes et inclusives. **La gouvernance y est transversale et démocratique.** Mais si la lutte contre les inégalités est une préoccupation du mouvement de la Transition, la balle est souvent renvoyée à d'autres structures plus militantes. Ce constat, troublant pour un mouvement qui se veut porteur de changement social, doit cependant être relativisé car, comme nous venons de le mentionner, le fonctionnement interne et la dynamique collective des IT est susceptible de limer les inégalités... **pour peu que ces initiatives soient réellement inclusives** (ce qui reste un défi, comme le reconnaissent bon nombre de personnes impliquées dans le mouvement). En effet, « *ces Initiatives sont portées par des citoyens issus de la classe moyenne, le plus souvent hautement diplômés, sensibilisés aux problèmes de société et qui font le choix d'abandonner un mode de vie jugé trop matérialiste et consumériste. Les militants de la Transition ne viennent pas des milieux défavorisés et ont le "loisir" de s'inquiéter de la santé de notre environnement.*¹¹ » La mixité sociale est donc difficile à assurer, bien qu'elle soit clairement recherchée.

Sortir du capitalisme... ou pas ?

Vincent Gerber, historien et journaliste, voit dans « *l'inclusivité, la manière "douce" prônée par la Transition, un choix tactique, conscient ou non, de Rob Hopkins*¹². *Une façon de chercher à ratisser plus large et au-delà du cercle des militants et des radicaux. Cela peut fonctionner, ça peut permettre d'obtenir un soutien d'une part de la population qu'un discours radical va rebuter. Mais ça ne peut fonctionner qu'à condition d'être malgré tout conscient de la nécessité de changer nos institutions, de reconnaître les échecs et leurs problèmes intrinsèques. [...] Sortir du capitalisme et de l'économie de croissance, sortir de la domination de ceux qui tiennent les moyens de production et des autres dominations institutionnalisées est une condition sine qua non pour que la Transition tienne ses promesses de mieux vivre. Ne pas se dire ouvertement anticapitaliste ou radical, c'est un choix, une voie parmi d'autres, mais il ne faut pas oublier le rôle que jouent nos institutions politiques et économiques dans la crise écologique. Ne pas oublier que le but n'est pas juste de passer le pic pétrolier et d'assurer notre approvisionnement énergétique, mais bien de remettre en question les fondements mêmes de notre société.*¹³ »

¹¹ Vivre Ensemble Éducation, *Entre lutte contre la pauvreté et Transition : des ponts à jeter ?*, 2014, 9p.

¹² Initiateur du mouvement et auteur du *Manuel de Transition*.

¹³ *Propos recueillis par* Lagneau Antoine, « Écologie sociale et Transition. Entretien avec Vincent Gerber », *Mouvements*, 3/2013 (n° 75), p. 77-85. <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-3-page-77.htm>, consulté le 17.02.2017.

Actions différenciées ou convergence des luttes ?

La Transition incarne déjà le changement. Son ampleur ne peut que croître à mesure que le système actuel s'essouffle. Malheureusement, ce changement est lent. Or, **nous nous trouvons dans une situation d'urgence sociale et environnementale, qui appelle des décisions d'envergure**. Pour autant, est-ce au sein des IT que ce type de combat doit être mené ? Cela reste un point d'interrogation.

Comme nous le mentionnions dans une analyse précédente, **d'autres lieux ont pour vocation de s'attaquer au modèle néolibéral**.¹⁴ On sait que cette lutte peut être menée à plusieurs niveaux : *contre* le système, *avec* lui, *sans* lui. Faut-il donc dissocier ces différents niveaux ou, au contraire, rechercher des points de convergence ? La question reste ouverte... et en amène d'autres.

Promouvoir une convergence entre ces différents niveaux d'action risque-t-il de les affaiblir (en gommant leurs spécificités) ? Ou, à l'inverse, cela pourrait-il les renforcer (en créant de la concertation, de l'émulation, tout en agissant à plusieurs niveaux simultanément) ? **Un objectif commun, en tout cas, les rassemble de manière étroite : une volonté farouche de transformer la société**. Et l'organisation de la société n'est-elle pas l'essence même de la politique ?

Renato Pinto

6

Disponible sur www.vivre-ensemble.be

Contact : info@vivre-ensemble.be

02 227 66 80



Avec le soutien de la



¹⁴ Vivre Ensemble Éducation, *Initiatives citoyennes : et le politique dans tout ça ?*, 2016, 7 p.